

LA GUERRE, LE COMMERCE ET LES BANQUES

(Spécialement écrit pour le Bulletin de la Ferme)

L'Événement publiait l'autre jour un excellent article sur ce sujet. Il disait :

« L'on nous demande de tous côtés si la situation en Canada est assez grave pour justifier les petites gens de retirer leur épargne des banques. Nous répondons, sans aucune hésitation, que les maisons de banques canadiennes sont en ce moment les plus sûres du monde entier, qu'aucun danger prochain ni médiat ne les menace, et que les économies du peuple ne sauraient être confiées entre meilleures mains.

« Il ne faut pas oublier que la politique des banques canadiennes depuis plus de dix-huit mois, a été de réduire l'escompte et d'opérer le plus de rentrées possibles. Elles sont aujourd'hui dans une position plus avantageuse que jamais dans l'histoire du pays. Grâce à elles, au moment où tout crédit étranger nous sera fermé pour longtemps, l'industrie et le commerce sérieux n'aura pas trop à souffrir de l'état de guerre.

« D'autre part, c'est dans un temps comme celui qui commence que l'argent en poche se dépense trop facilement. Un dépôt enlevé des voûtes de la banque y retourne rarement intact. Ceux qui toucheront leurs économies seront heureux s'ils n'en dépensent pas une partie. Cependant, lorsque l'horizon s'éclaircira, la fortune sourira à ceux qui auront conservé leur petit avoir ».

Ajoutons à ces sages remarques quelques considérations éloquentes, — car ce sont les chiffres qui parleront, — afin de rassurer complètement les esprits.

Les banques ont en dépôts remboursables au public, y compris les dépôts des gouvernements provincial et fédéral, la somme de un milliard, deux cent soixante-cinq millions de piastres, \$1,265,200,000. Pour rencontrer ce montant, les banques possèdent en actif, y compris la double responsabilité des actionnaires et moins les billets en circulation, la somme de un milliard, sept cent six millions, deux cent mille piastres, (\$1,706,200,000), soit \$1.35, une piastre et trente-cinq centins de valeur pour chaque piastre en dépôt. Leur situation ne peut donc pas être mieux établie, et bien peu raisonnables seraient ceux qui en face d'une telle garantie prendraient de l'inquiétude et retireraient leurs dépôts.

Il ne faut pas craindre non plus que le commerce soit affecté par la guerre et s'alarmer au point de retirer les capitaux des banques. La route de l'Atlantique est libre de vaisseaux allemands et le commerce d'importation et d'exportation a déjà repris son cours. En outre, le Gouvernement a pris des mesures pour assurer le fonctionnement régulier des transactions. Nous déclarons qu'il ne peut y avoir de place plus sûre, aujourd'hui, pour y placer, que les banques. Et voici pourquoi :

Il est de toute importance pour l'Angleterre que le commerce du Canada soit maintenu intact et que soient évités les dangers de la contraction des crédits, soit par les retraits de dépôt ou la réduction des escomptes, qui pourraient paralyser le mouvement des récoltes, la production des manufactures et le commerce général. Car il ne faut pas oublier que l'Angleterre compte sur nous pour l'alimenter, et nul ne peut prévoir jusqu'à quel point, une guerre de dix-huit mois pourra mettre cette utilité en évidence. La possibilité d'hostilités contre l'Angleterre est depuis longtemps étudiée par les hommes d'état Anglais et le rôle que le Canada doit y jouer est depuis longtemps assigné. Ceci est évident pour quiconque réfléchit à ces événements de ces jours derniers, car dès la déclaration de guerre, notre Ministre des Finances, du consentement et de l'avis du Gouverneur-Général, sujet à l'approbation du parlement, a décrété des mesures qui du coup, mettent les banques à l'abri de toute panique et par là dressent un rempart inébranlable au commerce canadien.

Le décret établissant le cours des billets des banques canadiennes en même titre que l'or et celui d'émettre des billets de banques jusqu'à concurrence de 15%, quinze pour cent de leur capital et de leur fonds de réserve réunis, ce qui, entre parenthèse, donne trente-quatre millions, deux cent mille piastres (\$34,200,000) de capital additionnel au commerce, ces décrets, dis-je, sont des mesures excellentes. Mais le Gouvernement a fait plus, par un décret où il assure aux banques des avances de fonds contre la garantie de valeurs détenues par elles, soit comme débentures des gouvernements fédéral et provincial, débentures de municipalités, actions industrielles et papier de commerce, il assume le rôle de banquier des banques, tels que le sont les grandes banques centrales d'Europe,

notamment la banque d'Angleterre et la banque de France. Il rend le crédit du Canada tout entier, solidaire du commerce Canadien dont les banques sont le promoteur et le régulateur. C'est dire la confiance illimitée du Gouvernement dans nos institutions de banques, puisqu'il prend la responsabilité de s'associer à elles pour protéger le commerce.

En faut-il plus pour inspirer confiance aux craintifs et rassurer les inquiets ?

Nous le répétons de nouveau, nulle part ailleurs que dans les banques les vieilles économies et les nouvelles ne peuvent être plus en sûreté. Il n'y a rien à craindre.

XXXX.

LA GUERRE EUROPÉENNE.

(Spécialement écrit pour le Bulletin de la Ferme)

Au moment où l'Europe entière est en guerre, le moment serait mal choisi pour vous entretenir de culture ; les pensées de tous sont au-delà des mers, sur le théâtre des opérations, chacun songe aux atrocités qui accompagneront fatalement cette lutte homérique, telle que la terre n'en a jamais vu de semblable, et tous les regards sont tournés vers les peuples qui se battent aujourd'hui pour l'amour sacré de la patrie.

Mon intention n'est pas de vous entretenir des opérations militaires, les grands quotidiens vous tiennent chaque jour au courant des événements, malheureusement des nouvelles plus ou moins fantaisistes déroutent la population, ceux qui les lancent en porteront la responsabilité vis-à-vis de leur conscience d'abord et de leurs lecteurs ensuite, honte à ceux-là !

Mon unique but est de vous montrer ici combien est coupable Guillaume II qui, dans son fol orgueil, a entraîné l'Europe dans le conflit actuel ; la mort de tous ces braves qui vont succomber sur les champs de bataille, lui sera imputable devant l'Histoire et si demain son empire disparaît dans le sang et dans la boue, c'est lui seul qui en supportera la responsabilité.

Depuis le 15 juin 1888, date de son avènement, succédant à son père, Frédéric III, Guillaume, disciple et élève de Bismark, rêvait de la toute-puissance de l'Allemagne et de la domination sur l'Europe d'abord, sur le monde entier ensuite. Il se croyait dans son orgueil effréné, l'envoyé de Dieu sur la terre et depuis 26 ans, il a tout fait pour inspirer aux autres peuples la crainte de son empire.

Combien de fois a-t-il failli déchaîner la guerre qui est éclatée aujourd'hui, nos diplomates seuls le savent, il a fallu toute la sagesse de la France et de l'Angleterre pour retarder l'échéance fatale. La poudre sèche et le glaive éguisé dont il parlait à tous propos, sans qu'aucune puissance s'abaisse à relever ses défis, lui faisaient croire que tous le craignaient, que son armée et sa marine étaient invincibles et voici pourquoi, il a poussé son alliée, l'Autriche, à déclarer la guerre à un petit peuple que deux guerres successives avaient encore affaibli. Il a voulu que François Joseph, un vieillard de 84 ans, pousse l'iniquité à se lancer dans une guerre fratricide obligeant ainsi la moitié de ses sujets à combattre leurs frères de la veille ; il voulait essayer de sa toute-puissance et montrer ainsi au monde entier qu'un francement de sourcils ou un cliquetis de sabre ferait taire l'Europe une fois de plus.

L'amour de la paix a des bornes, les franchir eut été une lourde faute, l'orgueil du baudruche allemand n'aurait fait que grandir et la situation qu'empirer. La Russie, l'Angleterre et la France l'ont si bien compris qu'elles se sont unies loyalement pour mettre un terme à un semblable despotisme. Elles ont tout fait pour conserver la paix, Guillaume n'a rien voulu entendre, il voulait la guerre, il est servi.

Mais, hélas ! quelle désillusion, lui qui croyait faire l'admiration de tous les peuples, lui qui pensait n'avoir qu'à exprimer un vœu pour qu'il fut exaucé, il a vu dès le début qu'il ne rencontrait que des ennemis à toutes ses frontières.

Le Grand Duché de Luxembourg, pays de 260,000 habitants fut violé par l'armée allemande, malgré tous les engagements pris de respecter sa neutralité ; la Belgique, peuple vaillant d'une population de 8 millions d'habitants s'est vue à son tour assaillie, et dans un mouvement de révolte et de patriotisme digne des grands peuples de l'antiquité, elle s'est levée en masse pour tenir tête au colosse teuton et elle lui a prouvé qu'un peuple faible peut infliger de dures leçons à ses ennemis quand il combat pour sa patrie et la défense de ses droits.